



Commune de Jardres

Préfecture de la Vienne

Direction Départementale des
Territoires de la Vienne

Service Prévention des Risques

PORTER-À-CONNAISSANCE « RISQUE INDUSTRIEL »

**Le risque industriel lié à la
Société Coopérative Agricole
Terrena Poitou**

Novembre 2014

Application des articles :

L125-2 du Code de l'Environnement
L121-2 et R*121-1 du Code de l'Urbanisme

Sommaire

Préambule.....	3
1. Les risques technologiques générés par la coopérative.....	4
1.1 Présentation succincte de la coopérative.....	4
1.2 Phénomènes dangereux identifiés.....	5
2. Préconisations en matière d'urbanisme.....	6
2.1 Principe de zonage.....	6
2.2 Préconisations applicables à chaque zone.....	6
2.2.1 Zone rouge clair de risque fort (r)	6
2.2.2 Zone bleu foncé de risque moyen (B)	6
2.3 Prise en compte du risque technologique dans le document d'urbanisme et l'application du droit des sols.....	7
2.3.1 Prise en compte dans le PLU	7
2.3.2 Application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.....	7
Annexes.....	9
Annexe 1 : Carte des distances d'effets des accidents susceptibles de survenir sur le site industriel.....	11
Annexe 2 : Carte de zonage des préconisations en matière d'urbanisme.....	13

Préambule

En application des articles L.121-2 et R*121-1 du code de l'urbanisme et L.125-2 du code de l'environnement, l'État a l'obligation de porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations relatives aux risques naturels et technologiques dont il dispose et qui sont nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme (élaboration et révision des documents d'urbanisme, instruction des actes d'occupation du sol...).

Les éléments de connaissance sur le risque technologique généré par la SCA Terrena Poitou à Jardres ayant évolué, ils sont portés à votre connaissance dans le présent dossier de transmission des informations au maire. Celui-ci est composé de deux parties :

- une première partie relative à la connaissance des aléas technologiques générés par la SCA Terrena Poitou
- une deuxième partie relative aux préconisations en matière d'urbanisme autour du site industriel

Ces informations et préconisations doivent être intégrées dans un délai raisonnable dans le document d'urbanisme de votre commune. En l'absence de document ou dans l'attente de son évolution, il peut être fait application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme (refus ou accord avec prescription si le projet est de nature à porter atteinte à la sécurité publique).

Ces informations devront également être tenues à la disposition du public par vos soins et prises en compte dans tout document censé y faire référence (document d'information communal sur les risques majeurs, plan communal de sauvegarde, etc.).

1. Les risques technologiques générés par la coopérative

1.1 Présentation succincte de la coopérative

La Société Coopérative Agricole Terrena Poitou est spécialisée à Jardres dans le stockage de céréales et les activités liées aux engrais et substances agro pharmaceutiques.

Les installations du site industriel sont réparties à proximité immédiate de la voie ferrée spécifique aux transports de marchandises en provenance de Poitiers et localisées au nord de l'axe routier Poitiers-Chauvigny. Le site dispose par ailleurs d'installations d'expéditions de céréales par wagon.

L'établissement est classé Seveso seuil bas au titre de la directive Seveso II et est soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour ses activités de stockage de céréales et d'engrais. Il est également soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs et à l'arrêté du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

Les installations sont régulièrement autorisées et réglementées notamment par arrêté préfectoral des 26/10/1988, 29/12/1994, 27/01/1998 et 10/03/2004.

Les éléments de la coopérative soumis à autorisation sont les suivants :

- Au sud : silo métallique et installations de stockage (2 400 m³)
- Au nord : silos de stockage à plat (4 unités de capacité totale 40 000 m³)

Les éléments soumis à déclaration avec contrôle sont les suivants :

- stockage de produits agro pharmaceutiques
- stockage d'engrais

L'étude de dangers de l'établissement a été mise à jour et a fait l'objet d'un examen par l'inspection des installations classées. Cet examen a mis en évidence que des tiers étaient présents à l'intérieur des distances forfaitaires d'éloignement prescrites par l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 (quelques habitations, RD 153...).

1.2 Phénomènes dangereux identifiés

De manière générale, les phénomènes dangereux liés aux silos de céréales sont les suivants :

- des effets **de surpression** ou de retombées de projectiles dans l'environnement, liés à l'explosion de poussières notamment dans les cellules des silos
- des effets **thermiques**, dans une moindre mesure, potentiellement générés par un incendie affectant les silos

Aucun phénomène dangereux susceptible d'impacter des tiers à l'extérieur des limites d'exploitation n'a été identifié suite à l'instruction de l'étude de dangers.

Toutefois, en raison de la présence de silos sur le site de la SCA Terrena Poitou et d'enjeux à proximité, l'établissement est inscrit sur la liste des silos à enjeux très importants (SETI). En matière d'aménagement, des distances forfaitaires d'éloignement par rapport aux capacités de stockage ont été déterminées suite à l'instruction de l'étude de dangers et en application de l'arrêté ministériel du 24 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables :

Installation	Distance forfaitaire 1 (m)	Distance forfaitaire 2 (m)
Silos verticaux au sud	50	25
Tour de manutention centrale au sud	50	
Tour de manutention « verts » au sud	54	
Silos plats au sud	25	10
Tour de manutention silos plats	31,5	

Les valeurs **soulignées en gras** correspondent à des effets sortant du site

Ces distances forfaitaires ont été cartographiées (cf. cartographie des zones d'effets en annexe1).

2. Préconisations en matière d'urbanisme



2.1 Principe de zonage

A la lecture des tableaux et de la cartographie des zones d'effets (annexe 1), il apparaît que les distances forfaitaires **sortent des limites du site** de la coopérative de la SCA Terrena Poitou. En conséquence, au vu des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susmentionné et de la circulaire ministérielle du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, les préconisations sur l'urbanisme et l'aménagement aux abords de la coopérative définies dans la présente partie doivent être retenues.

En préalable, il est précisé que compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effets qu'elles engendrent, **les dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis**. Ainsi, il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles (établissements recevant du public, ...).

Pour aider la commune à exercer ses compétences en matière d'urbanisme, la carte des zones d'effets (annexe 1) a été retravaillée et un zonage spécifique a été réalisé (annexe 2) dans le but d'identifier facilement les préconisations à prendre en compte pour l'élaboration des documents d'urbanisme ou pour l'instruction des actes d'application du droit des sols.

Pour le site de la SCA Terrena Poitou, deux zones de préconisations ont été définies par rapport au niveau de risque technologique, déterminé en fonction de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de l'exploitation de l'installation industrielle :

-  une **zone rouge clair (r)** correspondant à un risque fort, dont le principe général est l'inconstructibilité sauf pour les installations compatibles avec cet environnement
-  une **zone bleu foncé (B)** correspondant à un risque moyen, dont le principe général est la constructibilité sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux risques

2.2 Préconisations applicables à chaque zone

2.2.1 **Zone rouge clair de risque fort (r)**

Les constructions, installations et mode d'occupation du sol de toute nature sont interdits, à l'exception des installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence).

La construction d'infrastructure de transport est interdite, à l'exception des voies de desserte de l'établissement classé et de la zone industrielle.

2.2.2 **Zone bleu foncé de risque moyen (B)**

Les nouvelles constructions ainsi que l'aménagement, l'extension et le changement de destination des constructions existantes sont autorisés sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux risques (sont donc notamment interdites les constructions de nouvelles habitations, d'établissements recevant du public, de locaux occupés régulièrement...).

Les voies de communication dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour, ainsi que les voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour sont interdites.

2.3 Prise en compte du risque technologique dans le document d'urbanisme et l'application du droit des sols

La prise en compte des risques dans l'urbanisme constitue un enjeu majeur de la protection des biens et des personnes et relève d'une responsabilité partagée entre l'État et les collectivités. D'une part, l'État affiche les risques qu'il connaît en déterminant leur localisation et leurs caractéristiques et en veillant à ce que lui-même et les autres acteurs les prennent en compte. D'autre part, les communes ou leurs groupements ont l'obligation de prendre en considération l'existence des risques naturels et technologiques sur leur territoire, notamment lors de l'élaboration de documents d'urbanisme et de l'examen des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols.

La commune de Jardres dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 9 novembre 2004.

2.3.1 Prise en compte dans le PLU

En premier lieu, le **rapport de présentation** doit faire état du risque technologique généré par le site industriel. Tout ou partie du porter-à-connaissance peut être exploité et repris. Le rapport de présentation ayant pour objectif de motiver le parti d'aménagement sur la commune, il devra nécessairement indiquer comment ce risque est pris en compte dans le zonage et le règlement du PLU.

Par ailleurs, l'article R.123-11b du code de l'urbanisme impose que le **document graphique** du règlement du PLU fasse apparaître les secteurs où l'existence de risques justifie que soient interdites, ou soumises à prescriptions particulières, les constructions et les installations de toute nature. Ainsi, la cartographie du PLU devra faire clairement apparaître les zones et/ou parcelles concernées par le risque technologique. A cet effet, le principe d'un **zonage indicé** pourra être adopté. Par exemple, les indices r et B pourront être attribués aux portions des secteurs U, AU, A et N incluses respectivement dans les zones de risques r et B définies ci-dessus.

Cette démarche permettra ainsi d'appliquer des mesures spécifiques d'urbanisme dans le **règlement**, qui devra reprendre les préconisations correspondantes édictées au chapitre 2.2.

La commune veillera à ce que ces éléments soient pris en compte dans son PLU et, le cas échéant, pourra engager ou profiter d'une prochaine révision ou modification de son PLU pour les y intégrer.

2.3.2 Application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme

En l'absence de plan local d'urbanisme, ou lorsqu'il est ancien ou que de nouveaux éléments de connaissance sont disponibles, il est possible et parfois nécessaire de recourir à l'article R.111-2 du code de l'urbanisme pour réglementer l'occupation des sols en fonction du niveau de risque auquel est ou serait exposée la population.

Cet article, d'ordre public, est opposable dans toutes les situations. Il permet de refuser ou d'assortir de prescriptions un projet soumis à permis de construire, à permis d'aménager ou à déclaration préalable qui comporterait un risque pour la sécurité publique. Il prévoit ainsi que « *Le projet [de construction ou d'aménagement] peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.* ».

Ainsi, si toutefois votre PLU ne prenait pas suffisamment en compte le risque technologique, les éléments de connaissance qui vous sont transmis dans la présente note peuvent être suffisants pour clairement justifier et motiver le recours à l'article R.111-2.

Annexes

Annexe 1 : Carte des distances d'effets des accidents susceptibles de survenir sur le site industriel




Annexe 2 : Carte de zonage des préconisations en matière d'urbanisme

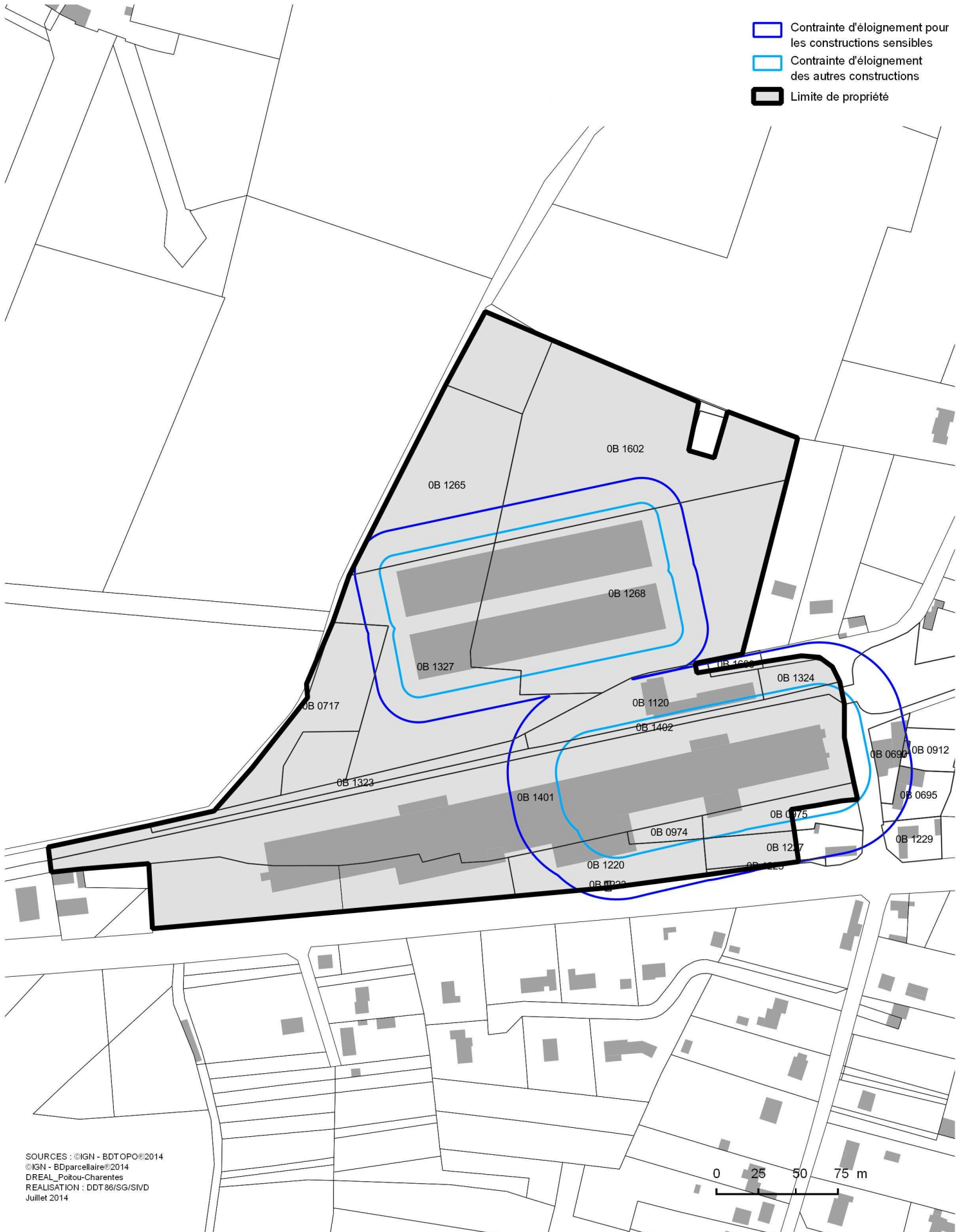
Annexe 1 :



Carte des distances d'effets des accidents susceptibles de survenir sur le site de l'établissement :

Terrena Poitou (Jardres)

-  Contrainte d'éloignement pour les constructions sensibles
-  Contrainte d'éloignement des autres constructions
-  Limite de propriété





Carte de zonage des recommandations en matière d'urbanisme

Le risque technologique lié à l'établissement:

Terrena Poitou (Jardres)



Zone rouge clair (r)



Zone bleu foncé (B)

